

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

SEEG : les syndicats interpellent le gouvernement

SELON le Syndicat national des travailleurs du secteur de l'eau et de l'énergie (Syntee +) et le Syndicat des personnels du secteur eau et électricité (Sypeg), la situation financière de la SEEG est des plus préoccupantes et nécessite, au plus, vite, un plan de restructuration.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

A PRÈS la démission sous la pression populaire de l'éphémère (4 jours) directeur général de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), Ousmane Cissé, l'heure est désormais à l'examen des problèmes de fond.

Conduit par sa présidente Sandrine Laccruche Essaga-Ogoula, le bureau du Syndicat national des travailleurs du secteur de l'eau et de l'énergie (Syntee +) qui est monté au créneau pour appeler à la démission de Cissé, a été reçu, mardi dernier par le ministre de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, Oswald Séverin Mayounou, et sa collègue déléguée Sidonie Moussirou. Cette délégation est allée présenter au membre du gouvernement, très silencieux pendant cette épisode de contestation, la situation qui prévaut à la SEEG. Non sans solliciter l'implication du ministre dans la prise en compte des difficultés financières liées essentiellement à la dette de l'État.

Le Syntee + a également sollicité le soutien du gouvernement



Le Syntee+ en séance de travail avec le ministre de l'Énergie.

quant à la prise en compte de la compétence interne nationale lors de la constitution du prochain directoire de la SEEG. De sorte qu'on n'enregistre plus de décisions telles que celle ayant suscité l'ire de nombreux compatriotes, agents et cadres favorables à une gabonisation des postes de direction en raison aussi bien du fait que l'eau et l'électricité relevaient du domaine stratégique de l'État. Et que le fait de

la détention de l'Etat gabonais de la majorité des actions, militait pour.

A cet effet, le ministre Mayounou a dit prendre acte des différentes préoccupations du Syntee + tout en invitant ces partenaires sociaux à également accompagner l'entreprise dans l'exercice de ses missions régaliennes, et ce " pour le bien de tous ".

Dans la même journée, le Syntee

cat des personnels du secteur eau et électricité (Sypeg) a tenu un point de presse sur la même problématique. Selon ses membres, il ressort que la SEEG connaît des difficultés sans précédent. Lesquelles suscitent de fortes inquiétudes chez les salariés quant à la pérennité de l'entreprise, la préservation des emplois, le maintien des salaires et la conservation des acquis sociaux.

" Le Sypeg, soucieux de défendre

les intérêts moraux et matériels des salariés, a toujours interpellé autant les agents que les plus hautes autorités de la nation gabonaise, à travers des courriers, des rencontres, des campagnes d'information et de sensibilisation sur les dérives constatées, depuis la réquisition survenue en février 2018, telles que la vétusté de l'outil de production ; le non-recouvrement de la dette de l'État et des gros consommateurs ; l'absence de compteurs et de matériels de branchements ; et la surfacturation sur les prestations externes ", a indiqué le président du Sypeg, André Avelin Mbagou.

"Si la situation économique actuelle de notre entreprise exige une restructuration, le Sypeg y adhère (...). Mais nous souhaitons par contre que le plan de restructuration à venir nous soit décliné dans les plus brefs délais afin de ne point être désagréablement surpris lors de sa mise en œuvre ", a averti M. Mbagou. Pour rappel, lors de son assemblée générale du 3 mai dernier, le Conseil d'administration de la SEEG a décidé de procéder à la restructuration de l'entreprise. Les administrateurs sont donc attendus pour présenter le nouveau plan de sortie de crise de cette société.

Contrepoint

Sylvère Bithegoue au charbon

MSM
Libreville/Gabon

C'EST un point qui était pourtant inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des adhérents du Syntee + : la situation financière de la SEEG avec, notamment, les impayés de l'État, via le FGIS. Mais la mobilisation populaire pour l'éviction d'Ousmane Cissé a relégué au second plan cette problématique, pourtant majeure.

En effet, quelle que soit l'identité du nouveau manager, il devra conjuguer avec des comptes, dit-on, au rouge. Selon plusieurs

indiscrétions, l'entreprise parapublique n'aurait pas clôturé ses comptes depuis 2019 (2019-2020-2021) avec des pertes estimées à plusieurs milliards de francs en 2022. Le montant des impayés de la clientèle domestique (privée et industrielle) s'élèverait, susurre-t-on, à plus de 250 milliards à la SEEG. Des chiffres alarmants qui font dire à certains que la SEEG traverse une passe difficile à l'heure actuelle

Ces données restent, toutefois, à infirmer ou confirmer par le ministère en charge de l'Énergie, ou par son actionnaire majoritaire, le FGIS qui s'appête à lancer un emprunt obligataire

de 65 milliards de francs sur le marché financier sous-régional afin de recapitaliser ses filiales dont la SEEG. La tâche ne s'annonce guère aisée pour le directeur général par intérim, Sylvère Bithegoue, même si son CV paraît irréprochable.

En effet, cet ingénieur électricien diplômé de l'École supérieure interafricaine d'électricité cumule plus de 20 ans de service au sein des entités comme la SEEG, la Société de Patrimoine ou encore Gabon Power Company. À la SEEG, il a notamment été, pendant 16 ans, tour à tour, chef de service production thermique ; chef de division production thermique,

ensuite attaché au directeur de production Région Est.

Ensuite, il posera ses valises à Gamba à la compagnie pétrolière Shell Gabon pendant 2 ans (2013-2015), en tant que superviseur de la fiabilité (Maintenance Reliability Supervisor).

La Société de Patrimoine sera son 3e employeur pendant 5 ans (2015-2020). Il occupera respectivement les fonctions de directeur technique électricité ; directeur des exploitations et, pour finir, chargé des questions techniques. Il rejoindra ensuite le groupe Erano en mars 2021 en qualité de chef de projet Ngoulmendjim & Dibwangui.